

DOSSIER

AFRIQUE : UN SENTIMENT ANTIFRANCAIS ?

SOUS LA DIRECTION
DE CAROLINE ROUSSY



Anatomie du « sentiment antifrçais »

Caroline Roussy

Directrice de recherche à l'IRIS, responsable du programme Afrique/s.

« [I] ressort [...] qu'installé depuis 2017 au Bénin, après avoir vécu au Sénégal, vous vous livrez, depuis plusieurs années, à divers agissements destinés à attiser, dans les pays d'Afrique de l'Ouest, un sentiment anti-frçais ». Dans ce courrier en date du 9 février 2024, envoyé par le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer français, l'afriktiviste franco-béninois Kémi Séba se voit notifier une procédure d'engagement en vue de la perte de sa nationalité française. Depuis plusieurs années, haranguant les foules diasporiques et en Afrique dans des meetings ou sur les réseaux sociaux, Kémi Séba, fondateur de l'organisation non gouvernementale Urgences panafricanistes, milite dans des accents virulents contre la politique « néocolonialiste » française et pour l'indépendance totale du continent à l'égard de la France. En août 2017, lors d'un rassemblement à Dakar, il brûlait un billet de 5 000 francs CFA pour dénoncer ce qu'il qualifie de « scandale économique-politique d'ordre colonial ». Il était alors interpellé puis expulsé du Sénégal. Suprémaciste noir, autrefois membre de la Tribu Ka, sa proximité avec Moscou n'est en outre plus à démontrer. Dans une posture défensive, les autorités françaises érigent ainsi dans le langage administratif le « sentiment antifrçais » comme une des motivations du retrait de sa nationalité française. Le concept est pourtant flou, volontiers médiatisé, au regard des manifestations antifrçaises au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Depuis 2021, les mêmes scènes se succèdent et se ressemblent : vandalisme des enseignes françaises à Dakar (mars 2021), N'Djamena (mai 2021), des institutions sont incendiées, mises à sac, attaquées à Ouagadougou (septembre 2022), plus récemment à Ziguinchor (mai 2023) ou à Niamey (juillet 2023). La rue tonne « France dégage ». Après avoir été accueillie en sauveuse à Bamako, l'armée française a été contrainte à une

réarticulation de son dispositif militaire post-Barkhane au Niger, puis à un départ tout court, en catimini. Les images de manifestants en colère, brûlant volontiers le drapeau tricolore pour en arborer fièrement un autre, le russe, tournent en boucle et portent désormais un nom : « sentiment antifrçais ». C'est une grille d'analyse qui s'est imposée ces dernières années dans les médias, les débats, les commandes de ministères français.

Chacun décortique, analyse comme surpris par cette déferlante antifrçaise. L'Institut Montaigne et l'Institut français des relations internationales (IFRI) ont récemment publié des études qui insistent, contrairement aux autorités françaises, sur le fait que le rôle de la Russie, sans le minimiser, ne permet pas de comprendre le rejet qui s'exprime aujourd'hui¹. Longtemps, le Quai d'Orsay est resté sourd aux signaux faibles. Pourtant, dès 2012, alors que les Sénégalais

étaient préoccupés par l'alternance présidentielle – Abdoulaye Wade était candidat à un troisième mandat –, de timides tags « France dégage » fleurissaient sur les murs de Dakar. À partir de 2017, le front anti-CFA se structurait en Afrique de l'Ouest. L'acmé était atteint lorsque Nathalie Yamb, en marge du sommet

Toute l'Afrique n'est pas concernée par ces questions

Russie-Afrique de Sochi, en 2019, publiait sur Twitter une tribune à charge contre la France, partagée ensuite des millions de fois. Fruit d'un long processus, 2019 marque une accélération de la dégradation des relations entre la France et ses anciennes colonies.

Encore trop rares sont toutefois celles et ceux qui interrogent l'expression « sentiment antifrçais ». D'où vient-elle ? Plusieurs hypothèses peuvent être posées. D'une part, une méconnaissance des rythmes et logiques des sociétés africaines nécessairement campées dans l'émotion, d'autre part, une tentation française de croire qu'il y aurait une histoire d'amour – soudainement contrariée – entre la France et l'Afrique². L'expression de sentiment antifrçais serait ainsi apparue selon ce thésaurus du dépit amoureux. Une deuxième hypothèse crédible est qu'il y aurait eu de la part des décideurs politiques une incompréhension des mouvements de contestations, autrefois confinés à des milieux anti-impérialistes, post-coloniaux ou plus récemment néopanafricanistes, qui, avec l'émergence des régimes pluralistes dans les années 1980 et l'avènement des réseaux sociaux, ont débordé les cercles militants pour gagner de proche en proche la jeunesse. Suivant ces hypothèses, le rejet aurait été

1. Voir Thierry Vircoulon, Alain Antil et François Giovalucchi, « Thématiques, acteurs et fonctions du discours anti-frçais en Afrique francophone », *Études de l'IFRI*, IFRI (juin 2023); et Jonathan Guiffard, « Le sentiment anti-frçais en Afrique de l'Ouest, reflet de la confrontation autoritaire contre "l'Occident collectif" », Institut Montaigne, 4 janvier 2023.

2. Rémi Carayol, « Entre la France et l'Afrique, une histoire d'amour, vraiment ? », *Afrique XXI*, 6 octobre 2021.



perçu comme frontal, et non comme des contestations politiques et politisées sur les court, moyen et long termes. Les Africains, pour leur part, n'utilisent pas l'expression « sentiment antifrçais », qui les placerait du côté de l'émotion plutôt que de la raison. Ils la réfutent, privilégiant une grammaire de luttes contre la France pour enfin accéder à la souveraineté sécuritaire, économique et monétaire. Pour autant, on ne peut pas feindre que la charge antifrçaise est aussi un levier politique et populiste. Dans tous les cas, la question est devenue structurante des relations entre la France et une partie de l'Afrique francophone.

Dans cette introduction au dossier « Afrique : un sentiment antifrçais ? », il s'agit de montrer que nous ne disposons pas de méthodologie scientifique suffisamment rigoureuse pour mesurer les opinions défavorables à la France, d'expliquer les ressorts de luttes politiques contre la politique française – qui ne touchent pas ses ressortissants –, et d'affirmer qu'il existe des ressentiments plus ou moins immanents à l'égard de la France qui peuvent être instrumentalisés par des chefs d'État en mal de légitimité.

Une absence de méthodologie

Aujourd'hui encore, on manque d'études sur la longue durée, comparatives, pour cerner les inflexions du discours, du rejet antifrçais qui se structure sur le terrain africain. Hormis l'Afrique francophone – et encore, tous les pays de la zone ne sont pas tentés par le déagisme – témoignant d'un passé qui ne passe pas (lire l'article d'Elgas dans ce dossier), toute l'Afrique n'est pas concernée par ces questions (lire nos grands entretiens avec Achille Mbembe et Lionel Zinsou). De longue date, la France a réorienté sa stratégie économique et commerciale, si bien que ses premiers partenaires sur le continent sont désormais le Nigeria, l'Afrique du Sud et l'Égypte. Elle regarde si peu vers ses anciennes colonies. Certains analystes, comme Lionel Zinsou, temporisent en affirmant que les manifestations observées sont urbaines¹. Certes, mais les paysans ne sont pas campés dans une durée éternitaire et circulent au sein de leur propre pays. Qui peut affirmer qu'ils ne viennent pas ponctuellement grossir les rangs de manifestants ? Les villes, en outre, par leur proximité avec les lieux de pouvoir, donnent une opportunité de pression sur les autorités.

Seule une méthodologie scientifique, reposant sur un échantillonnage représentatif, pourrait donner une photographie précise de la situation. La seule enquête disponible à ce jour a été menée en 2020 par l'Ichikowitz Family Foundation (IFF), un institut sud-africain qui avait sondé 4 200 jeunes du continent, âgés de 18 à 24 ans et originaires de 14 pays d'Afrique subsaharienne. La cote de la France y apparaissait déjà sérieusement en

1. « Lionel Zinsou, ex-Premier ministre du Bénin : "Le sentiment anti-frçais ne résume pas l'Afrique" », propos recueillis par Éric Chol et Béatrice Mathieu, *L'Express*, 4 septembre 2023.

berne et elle recueillait 57 % d'avis positifs, loin derrière les États-Unis (83 %), le Royaume-Uni (82 %), la Chine (79 %), l'Arabie saoudite (70 %) ou même la Russie (68 %)¹. La réputation de la France apparaissait bien plus dégradée dans les pays de son ancien pré carré : « 71 % des Gabonais, 68 % des Sénégalais, 60 % des Maliens et 58 % des Togolais [avaient] une mauvaise opinion de la France »². Suivant cette enquête, les motivations de l'opinion défavorable à la France variaient d'un pays à l'autre : au Gabon et au Togo le reproche était l'absence de soutien à l'alternance démocratique, au Sénégal les griefs étaient plutôt du côté de la sujétion économique et du maintien du franc CFA. Et de livrer deux enseignements : les jeunes assumaient déjà le mieux leurs remontrances à l'égard de la France et les tendances dégagées en 2020 ont globalement pu être vérifiées à l'épreuve des faits. En mars 2021, les enseignes françaises Auchan, Eiffage et Orange ont été saccagées ou pillées au Sénégal. Après les départs successifs de l'armée française du Mali, du Burkina Faso, et du Niger, l'immixtion de Wagner – rebaptisé Africa Corps – au Mali notamment – un sondage de la Friedrich-Ebert-Stiftung datant de mai 2023 montrait que plus de neuf Maliens sur dix faisaient confiance à la Russie –, quelle est l'appréciation de la France par les pays africains au regard de cette nouvelle conjoncture ? Sans doute pas au mieux.

Des luttes politiques

La myopie paternaliste et manichéenne – haine *versus* amour – entraîne aujourd'hui encore des lectures erronées (lire l'article d'Anne-Cécile Robert dans ce dossier). Jean-Marc Simon, ancien ambassadeur de France entre autres au Nigeria et en Côte d'Ivoire, dans l'article « Le sentiment anti-français en Afrique : de quoi parle-t-on ? » publié le 14 juin 2023 sur le site de la revue *Conflits*, affirme que le ressentiment antifrçais est « pour partie artificiel » et cyclique³. Il cite l'exemple de 1958, année du référendum au projet d'adhésion à la Communauté française. Il montre que les Sénégalais y étaient, dans un premier temps, farouchement opposés – certains souhaitaient l'indépendance immédiate – pour finalement y adhérer. Passant cet épisode au tamis du « sentiment antifrçais », l'ambassadeur Simon conclut comme suit : « C'est dire que les esprits s'échauffent vite et que les récriminations, même violentes, ne traduisent pas nécessairement des sentiments profonds et définitifs ». Cette séquence historique est pourtant sénégalocentrée. Lors de sa tournée à Dakar, le général de Gaulle avait conclu un accord avec les *leaders* politiques

1. Olivier Caslin, « En Afrique, un sentiment anti-français bien ancré », *Jeune Afrique*, 18 décembre 2020.

2. *Ibid.*

3. Jean-Marc Simon, « Le sentiment anti-français en Afrique : de quoi parle-t-on ? », *Conflits*, 14 juin 2023.



casamançais, leur promettant, en échange de leur vote en faveur de l'adhésion à la Communauté française, l'indépendance de la Casamance. Bien que ce pacte ait été secret, et si sans doute Léopold Sédar Senghor et Mamadou Dia, respectivement député français et président du Conseil, n'en ont jamais connu les termes, ils ont été alertés d'un marché qui se tramait en dehors de leur autorité. Quoique initialement réticents au projet de Communauté française – ils se trouvaient sciemment hors du Sénégal lors de la tournée du général de Gaulle –, ils ont fait volte-face, mené campagne en faveur du « oui », posant un acte politique fort : maintenir l'intégrité du territoire sénégalais¹. Ce n'est

qu'à l'aune de ces seuls éléments que l'on peut comprendre le revirement de situation au Sénégal en 1958. Au regard de cet exemple, qui peut être érigé en cas d'école, on observe une distorsion entre sentiments projetés et réalité historique des luttes politiques, dont l'histoire doit être écrite par des historiennes et des historiens de formation (lire Martin Mourre dans ce dossier).

Les luttes politiques contre la France, sans être qualifiées de sentiment antifrçais, ne datent pas des indépendances. Elles sont consubstantielles à la colonisation. Les historiennes et les historiens ont renseigné les résistances armées contre

la pénétration coloniale, les « résistances par le côté » – exemple de la fuite des jeunes hommes face au contingentement organisé par la France durant les deux guerres mondiales –, les mouvements de grèves des cheminots syndiqués de l'Afrique-Occidentale française (AOF) en 1946 et 1947 qui ont permis l'adoption d'un Code du travail, les mobilisations de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF)², etc.

Aujourd'hui, cinq irritants de plus ou moins forte intensité suivant les pays peuvent être retenus : i) les accords de défense consignés avec certains pays dans le protocole des indépendances³ ; ii) la présence de bases militaires françaises dans quelques pays considérés « stratégiques » par la France ;

Les **luttes politiques** contre la France, **sans** être qualifiées de **sentiment antifrçais** sont consubstantielles à la **colonisation**

1. Séverine Awenengo Dalberto, *Les Joola, la Casamance et l'État (1890-2004) : l'identification joola au Sénégal*, thèse de doctorat, Université Paris 7 (décembre 2005) : 258-65.

2. Iba Der Thiam, « Le combat des populations africaines pour la démocratie, l'égalité et la justice, 1895-1960 », dans Charles Becker, Saliou Mbaye et Ibrahima Thioub (dir.), *AOF : réalités et héritages. Sociétés ouest-africaines et ordre colonial, 1895-1960* (Dakar : Direction des Archives du Sénégal, 1997) : 250-63.

3. Thomas Mélonio, « Quelle politique africaine pour la France en 2012 ? », (Paris : Fondation Jean Jaurès, 2011) : 29.

iii) les interventions répétées de l'armée française dans les crises africaines ; iv) la permanence de relations économiques jugées « inégales » – le système monétaire du franc CFA est, en effet, jugé incompatible avec l'affirmation des souverainetés nationales, voire considéré comme un instrument sophistiqué de pillage ; v) l'absence de soutien de la France aux processus de démocratisation. Sur ce dernier point, la présence d'Emmanuel Macron aux obsèques d'Idriss Déby, adoubant par là même la succession de son fils Mahamat Idriss Déby, a montré une politique du deux poids, deux mesures alors que les autres coups d'État au Sahel central ont été violemment vilipendés par Paris.

Depuis 2019, on observe des évolutions concernant ces différents irritants. L'armée française a définitivement quitté le théâtre des opérations. Il y a eu des annonces en faveur de la fin du franc CFA, la réduction des effectifs et la cogestion des bases militaires françaises. De nombreuses imprécisions demeurent toutefois. Le franc CFA est toujours en circulation en Afrique de l'Ouest quand aucune décision n'est intervenue concernant le franc CFA en Afrique centrale (lire notre entretien avec Ndong Samba Sylla dans ce dossier). La cogestion des bases interroge sur ses implications techniques. Les prémices pour un retrait définitif sont posées alors que le maintien de cette présence apparaît anachronique, voire comme un reliquat de l'ingérence. Au prix de luttes sur la longue et la moyenne durée, le changement, qualifié par des chercheurs comme Achille Mbembe comme dernier stade d'une indépendance jusque-là inachevée, n'a pas encore produit tous ses effets. Et la jeunesse reste mobilisée.

Une survivance des ressentiments

Les liens entre contestations et émotions, dans le cadre de mouvements populaires, ont depuis longtemps été l'objet de travaux de sociologues. Aussi les dynamiques de manifestations ne sont-elles pas tout à fait étrangères aux ressentiments (lire l'article de Rahmane Idrissa dans ce dossier). Ces ressentiments sont sans doute la part la plus complexe, la plus intime également, à analyser pour celles et ceux à qui l'on n'a pas inculqué « savamment la peur, le complexe d'infériorité, le tremblement, l'agenouillement, le désespoir, le larbinisme »¹. Une invitation à l'humilité, en somme, à laquelle se greffent deux écueils : minimiser ou surinterpréter.

L'opération Barkhane, qui a succédé en 2014 à l'opération Serval, n'a pas permis d'endiguer la menace terroriste partie du Nord du Mali. Pire, cette dernière s'est propagée au Burkina Faso et au Niger, et a gagné de proche en proche les pays du golfe de Guinée (lire l'article de Niagalé Bagayoko dans ce dossier). Après près d'une décennie de présence, la suspicion s'est installée :

1. Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme, suivi de Discours sur la Négritude* (Paris : Présence Africaine, 2000).



pourquoi la France, avec ses capacités opérationnelles et humaines, n'est-elle pas parvenue à neutraliser ces adversaires ? Aurait-elle eu un agenda caché ? Le retour des fantômes de la Françafrique, de son opacité, de Paris tirant les ficelles à son seul avantage (lire l'article de Frédéric Lejeal dans ce dossier), ont nourri des théories complotistes dans le champ politique, comme lorsque le chanteur Salif Keïta dans une charge virale en bambara sur Facebook en 2019, a affirmé que la France finançait les djihadistes¹. Depuis, les gouvernants maliens n'ont pas hésité à accuser la France d'entraîner les terroristes, quand d'autres restent convaincus que l'objectif, dans une superposition des époques montrant suffisamment que le passé n'a pas été expurgé, était de piller les ressources des pays de la zone d'intervention de l'opération française.

Militants, chercheurs, écrivains, artistes n'ont jamais cessé depuis l'époque coloniale de dénoncer les affres du colonialisme : les massacres indiscriminés lors de la réquisition de riz pendant la Première Guerre mondiale² ou à l'encontre des tirailleurs réunis dans le camp de Thiaroye alors qu'ils réclamaient leur solde. Des exemples parmi tant d'autres. Dans son ouvrage, *Les bons ressentiments. Essai sur le malaise post-colonial*³, Elgas décrypte les aspérités, les violences, les humiliations aussi, d'un passé toujours prompt à ressurgir : la langue française comme première acculturation ; la colonisation, ses meurtres, ses massacres ; le soleil des indépendances qui n'a pas tenu ses promesses ; la Françafrique et ses réseaux occultes, les concussions entre élites françaises et africaines, l'élimination d'opposants ; l'infériorisation du Noir, toujours, depuis la traite négrière.

Le racisme rôde, jamais démenti, par la récente loi française sur l'immigration par exemple, ou plus largement par la politique des visas qui continue d'infliger des situations d'humiliations quotidiennes. Une injustice comparée à la liberté de circulation des Français et des Européens sur le continent⁴. Tandis que des canots s'abîment en Méditerranée – linceul d'espairs anéantis –, l'Europe s'est mobilisée pour accueillir, par millions, des Ukrainiens. La raison invoquée est celle de la proximité géographique. Ce même argument de la proximité géographique revient comme une antienne pour toujours plus sécuriser la frontière méditerranéenne, au Sud, cette fois contre les migrations africaines, laissant peu de doutes sur les partis pris chromatiques et racialisés.

1. Salif Keïta, interpellant directement le président malien de l'époque, Ibrahim Boubacar Keïta, lui lança : « Koro [grand frère en bambara] si tu as peur de dire la vérité à la France, si tu ne peux pas gérer ce pays, quitte le pouvoir, celui qui n'a pas peur le prendra, tu passes ton temps à te soumettre à ce petit Emmanuel Macron, c'est un gamin. Koro tu n'es pas au courant que c'est la France qui finance nos ennemis (djihadistes) contre nos enfants ».

2. Voir le film *Emitai* de Sembène Ousmane, paru en 1971.

3. Elgas, *Les bons ressentiments. Essai sur le malaise post-colonial* (Paris : Riveneuve, 2023).

4. De nombreux pays africains requièrent toutefois un visa pour l'entrée sur leur territoire. En juillet 2013, le Sénégal avait mis en place un visa pour les ressortissants français. Pénalisant notamment la diaspora sénégalaise de France, il a été supprimé en mai 2015.

Ressentiments et discours se côtoient jusque parmi les diasporas africaines, liant irréversiblement politiques extérieure et intérieure.

Ressentiments et discours se côtoient jusque parmi les diasporas africaines, liant irréversiblement politiques extérieure et intérieure

Les fantômes du passé, la suspicion permanente à l'égard de la France, semblent corroborés par l'actualité. Bien sûr, la jeune génération qui prend la rue d'assaut n'a pas connu la colonisation. Mais l'indignation, marquée par les rapports de domination, les frontières – stigmates les plus visibles hérités de la colonisation –, n'est pas moins grande. Ils ont vu leurs parents se faire humilier. La séquence du discours de Ouagadougou d'Emmanuel Macron, en septembre 2017, est à cet égard assez signifiante. Dans une chorégraphie paternaliste et éculée, le président français, en bras de chemise, livrait, devant un parterre d'étudiants de l'Université Ouaga I, les grandes lignes de sa politique africaine. Répondant à la question d'un étudiant sur les problèmes d'électrification, et ce tandis que Roch Marc Kaboré, président

du Burkina Faso, avait momentanément quitté la salle – sans que les raisons aient été clairement identifiées –, il lançait goguenard à son homologue : « Reste là ! » Enchaînant aussitôt, à l'adresse du public : « Du coup, il est parti réparer la climatisation », provoquant l'hilarité dans l'amphithéâtre. Un président humilié dans son propre pays, devant sa jeunesse : un épisode certes, mais qui fait écho à tant d'autres par le passé, des faux pas que le président Macron a réitéré lors de la convocation des chefs d'État du G5 Sahel à Pau ou lorsque, donneur de leçons, il a dénoncé l'hypocrisie d'une partie de l'Afrique qui n'a pas condamné l'invasion russe de l'Ukraine lors du vote onusien du 2 mars 2022. Partout, on retrouve des signes de cette morgue française inconsciente de sa charge sémiologique, ce sentiment de supériorité que d'aucuns souhaiteraient voir disparaître. Le climax de cette arrogance doublée de mépris avait, sans doute, été atteint lors du discours de Nicolas Sarkozy prononcé à Dakar en 2007 : « Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire [...] ».

Dégagée par les Africains (lire l'article de Mouhamadou Moustapha Sow dans ce dossier), la France se désengage progressivement. Les pays du continent ont, depuis les années 2000, diversifié leurs partenariats économiques et politiques, et ne sont plus dans un tête-à-tête avec leur ancienne métropole. Assez paradoxalement, la charge critique est la plus virulente au moment où tous les indicateurs montrent le déclin de l'influence française en Afrique



francophone. La Russie et les fermes à trolls saint-petersbourgeoises n'ont qu'à souffler sur les braises.

Un levier politique

C'est parce que demeurent des rancœurs cumulées contre la France, qu'il est possible que des autorités reprennent à leur compte, pour des raisons populistes, certaines critiques de l'opinion publique, comme on l'a déjà mentionné pour le cas du Mali. Le substrat antifrançais, animé ou non par des combats politiques, constitue aussi un levier politique pour des gouvernants en mal de légitimité ou tenus dans l'incapacité de tout bilan critique de leur action politique. La stratégie du bouc émissaire investie par certains acteurs politiques africains en temps de crise est finement analysée par Alain Antil, François Giovalucchi, Thierry Vircoulon¹. Les auteurs montrent, par exemple, qu'« en Centrafrique, depuis le renversement de Jean-Bedel Bokassa par l'armée française en 1979, le complot français est systématiquement brandi par les présidents menacés par des rébellions »². En juin 2017, dans une interview télévisée, Idriss Déby a accusé la France d'avoir modifié la Constitution de son pays, le contraignant par-devers lui à se maintenir au pouvoir. Dans un tour de passe-passe désormais historique, alors même qu'il s'était engagé lors d'un précédent mandat à ne plus se représenter, il se défaussait de toute responsabilité dans sa nouvelle élection auprès du peuple tchadien, convoquant « la main invisible » de Paris.

En septembre 2022, le Burkina Faso est confronté à un coup d'État, le deuxième en moins d'un an. L'enjeu n'est pas même la présence militaire française. L'armée burkinabè est alors éprouvée sur le front de la lutte contre le terrorisme – 40 % du territoire échappe au contrôle de l'État –, la confiance à l'égard de la hiérarchie militaire est élimée, les habitants de Djibo, dans la région du Sahel, sous blocus djihadiste, sont menacés de famine. Le pays se dérobe. Le capitaine Traoré, qui a renversé le lieutenant-colonel Damiba, semble avoir du mal à imposer sa nouvelle autorité. Des rumeurs circulent. Surfant sur les ressorts du complot, la France est désignée coupable d'ingérence dans les affaires burkinabè, soulevant l'ire des populations. Le capitaine Traoré s'installe

Partout, on retrouve des signes de cette morgue française inconsciente de sa charge sémiologique

1. Alain Antil, François Giovalucchi et Thierry Vircoulon, « Le discours antifrançais en Afrique francophone », *Études* 2023/9 (septembre 2023) : 7-18.

2. *Ibid.* : 15.

Davantage **lié** à la **Françafrique** qu'à la colonisation, le **voile d'opacité** qui entoure cette période finissante **continue** de **structurer** les **imaginaires** africains

au pouvoir. Les forces spéciales françaises sont congédiées en février 2023.

Plus récemment au Niger, en se montrant favorable à une intervention militaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) pour restaurer le président déchu Mohamed Bazoum, en refusant par la voix de son ambassadeur, Sylvain Itté, tout échange avec le nouveau pouvoir, la France a cristallisé les tensions contre elle. Dans ce dernier cas, il faudra sans doute un peu de recul pour connaître l'exacte articulation entre lutte politique pour une souveraineté sécuritaire, ressentiment et complot.

Davantage lié à la Françafrique qu'à la colonisation, le voile d'opacité qui entoure cette période finissante continue de structurer les imaginaires africains, quand certains acteurs n'hésitent pas à l'instrumentaliser.



Le sentiment antifrçais est une commodité langagière, popularisée en France mais aussi aux États-Unis ou en Turquie (lire les articles de Joséphine Dedet et de Michael Shurkin dans ce dossier). Elle ne rend pourtant pas compte de la diversité des situations en Afrique francophone. Elle ne rend pas compte de ce qu'elle peut charrier dans une partie du continent, alors que le divorce mémoriel paraît consommé. C'est parce que de nombreuses imprécisions demeurent, et en dépit d'obstacles méthodologiques soulignés, qu'il a semblé pertinent de rassembler dans le cadre de ce dossier un ancien Premier ministre, des chercheuses et chercheurs, des expertes et des experts et des journalistes de différents horizons et nationalités pour ouvrir des pistes de réflexion, et peut-être assainir le débat. Est-il encore temps d'enrayer la confusion tandis que l'on observe que l'expression a été investie par l'administration française pour retirer sa nationalité à un militant, et ce quand bien même ses diatribes peuvent être contestées ? La question mérite d'être posée. ■